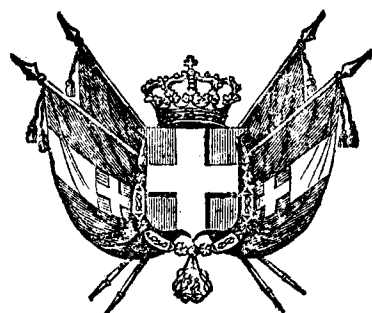


Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Bortolotti, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.



Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea. Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20  
ARRETRATO CENTESIMI 40

Per Firenze . . . . .	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	ANNO L. 42	SEM. 22	TRIM. 12
Per le Provincie del Regno . . . . .		> 46	> 24	> 13
Swizzera . . . . .		> 58	> 31	> 17
Roma (franco ai confini) . . . . .		> 52	> 27	> 15

Firenze, Sabato 29 Maggio

Francia . . . . .	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	ANNO L. 82	SEM. 43	TRIM. 27
Inghil., Belgio, Austria, Germ. . . . .		> 112	> 60	> 35
Id. . . . .	per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento	> 82	> 44	> 24

## PARTE UFFICIALE

Il N. 5052 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE  
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno; Sentito il Consiglio dei Ministri; Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

**Articolo unico.** Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione di stabilimento e consolare, conclusa fra l'Italia e la Svizzera, e sottoscritta a Berna addì 22 luglio 1868, le cui ratifiche furono ivi scambiate il 1° maggio 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 5 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE  
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione di stabilimento e consolare essendo stata conclusa tra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Berna addì ventidue di luglio dello scorso anno mille ottocento sessantotto;

Convenzione del tenore seguente:

**Convenzione d'estabilimento e consolare  
entre l'Italie et la Suisse.**

(Du 22 juillet 1868)

Sa Majesté le Roi d'Italie, et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant maintenir et resserrer les liens d'amitié qui existent entre les deux nations, et donner, par des stipulations nouvelles et plus libérales, un plus grand développement aux rapports de bon voisinage entre les citoyens des deux pays, en assurant même temps aux Agents consulaires respectifs les immunités et les privilèges nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions, ont résolu de conclure une Convention d'estabilimento et consulaire, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotenziari, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari, chevalier Grand' Croix, décoré du Gran Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc. etc., Sénateur du Royaume, son Euyvè extra-ordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur J. Dubs, Président de la Confédération suisse, et monsieur le colonel fédéral F. Fry-Hérosé, ancien membre du Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1<sup>er</sup> Il y aura entre le Royaume d'Italie et la Confédération suisse amitié perpétuelle, liberté réciproque d'estabilimento et de commerce. Les Italiens seront reçus et traités dans chaque Canton de la Confédération suisse, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont,

ou pourront l'être à l'avenir, les ressortissants des autres Cantons.

Réciproquement, les Suisses seront reçus et traités en Italie, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que les nationaux.

En conséquence, les citoyens de chacun des deux Etats, ainsi que leurs familles, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, pourront librement entrer, voyager, séjourner et s'établir dans chaque partie du territoire, sans qu'en ce qui concerne les passeports et les permis de séjour, et l'autorisation d'exercer leur profession, ils soient soumis à aucune taxe, charge ou condition, autres que celles auxquelles sont soumis les nationaux. Ils pourront commercer tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques, établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à des obligations, ou à des charges plus fortes et plus onéreuses que celles auxquelles sont, ou pourront être soumis les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des ressortissants des nations les plus favorisées. Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, libres d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer exactement aux lois et aux règlements du pays. Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou employer à cet effet qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, courtiers, agents et consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises. Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, ou par des étrangers, ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Enfin, ils ne paieront point, à raison de leur commerce, ou de leur industrie dans les villes ou lieux des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les nationaux et sur les ressortissants de la nation la plus favorisée; et les privilèges, immunités ou autres faveurs quelconques, dont jouissent ou jouiront à l'avenir, en matière de commerce et d'industrie, les citoyens de l'un des deux Etats, seront communs à ceux de l'autre. Ne sont cependant compris dans les avantages mentionnés ci-dessus l'exercice des droits politiques et la participation aux biens des communes, des corporations ou des fondations, dont les citoyens de l'un des deux pays établis dans l'autre n'auraient pas été reçus comme membres ou à titre de co-propriétaires.

Art. 2. Les citoyens de l'un des deux Etats contractants, résidant ou établis dans le territoire de l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence judiciaire, par mesure de police légalement adoptée et exécutée, ou d'après les lois sur la mendicité, ou les mœurs, seront reçus, eux et leurs familles, en tout temps et en toute circonstance dans le pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. 3. Les déclarations des 11 août et 10 septembre 1862, échangées entre le Gouvernement italien et le Conseil fédéral suisse pour constater l'extension à toutes les provinces du Royaume d'Italie des anciennes stipulations qui avaient aboli les droits d'aubaine entre la Sardaigne et la Suisse, sont confirmées, et leurs dispositions sont complétées de la manière suivante.

Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront prendre possession et

disposer d'un héritage qui leur sera échu, en vertu d'une loi ou d'un testament, dans un territoire quelconque de l'autre, à égalité des citoyens du pays, sans être soumis à d'autres conditions, ou à des conditions plus onéreuses que ceux-ci. Ils auront liberté pleine et entière d'acquiescer, de posséder, par achats, ventes ou donations, échange, mariage ou testament, ou succession *ab intestato*, ou de toute autre manière, toute espèce de propriété mobilière ou immobilière dont les lois du pays permettent la possession aux nationaux, et d'en disposer. Leurs héritiers et représentants pourront succéder et prendre possession de cette propriété par eux-mêmes, ou par des fondés de pouvoirs agissant en leur nom et d'après les formes ordinaires de loi, à l'instar des citoyens du pays. En l'absence des héritiers ou représentants, la propriété sera traitée de la même manière que serait traitée dans des circonstances semblables celle d'un citoyen du pays. A tous ces égards, ils ne paieront, sur la valeur d'une telle propriété, aucun impôt, contribution ou charge, autre ou plus forte que celles auxquelles sont soumis les citoyens du pays. Dans tous les cas, il sera permis aux citoyens des deux parties contractantes d'exporter leurs biens, savoir, les citoyens italiens du territoire suisse, et les citoyens suisses du territoire italien, librement et sans être assujettis, lors de l'exportation, à payer un droit quelconque en qualité d'étrangers, et sans devoir acquiescer des droits, autres ou plus forts que ceux auxquels les citoyens du pays seront soumis eux-mêmes.

Art. 4. Les citoyens de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, seront affranchis de tout service militaire, tant dans l'armée de terre et de mer, que dans la garde nationale et les milices de cet Etat. Ils seront également exemptés de l'impôt militaire et de toute prestation pécuniaire ou matérielle imposée, par compensation, pour le service personnel, tout comme des réquisitions militaires, à l'exception de celles des logements et des fournitures pour les militaires de passage, selon l'usage du pays, et qui seraient également exigées des citoyens et des étrangers.

Lorsqu'un fils de parents suisses établis dans le Royaume d'Italie y a acquis la naturalisation en vertu des lois italiennes, il y est aussi astreint aux obligations militaires, si, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, il n'aura pas opté devant l'Autorité compétente pour la naturalisation suisse, et, dans tous les cas, il ne sera pas appelé au service avant que l'âge de la majorité ne soit légalement atteint.

Art. 5. En temps de paix, comme en temps de guerre, il ne pourra, dans aucune circonstance, être imposé ou exigé, pour les biens d'un citoyen de l'un des deux pays dans le territoire de l'autre, des taxes, droits, contributions ou charges, autres ou plus fortes qu'il n'en serait imposé ou exigé pour la même propriété, si elle appartenait à un citoyen du pays ou à un citoyen de la nation la plus favorisée. Il est d'ailleurs entendu qu'il ne sera perçu ni exigé d'un citoyen de l'un des deux Etats, qui se trouvera dans le territoire de l'autre, aucun impôt quelconque, autre ou plus fort que ceux qui pourront être imposés ou levés sur un citoyen du pays ou de la nation la plus favorisée.

Art. 6. Les citoyens d'un des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et pour leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, aux fins de poursuivre ou défendre leurs intérêts et leurs droits dans tous les degrés d'instance et dans toutes les juridictions établies par les lois. A cet effet, ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, des avocats, avoués ou agents quelconques, et de les choisir parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions, d'après les lois du pays. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes privilèges que ceux dont jouissent ou jouiront les nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Art. 7. Pour être admis à ester en justice, les citoyens des deux Etats ne seront tenus, de part et d'autre, qu'aux mêmes conditions et forma-

lités prescrites pour les nationaux eux-mêmes. Art. 8. Lorsqu'un citoyen suisse possède l'un des biens sur le territoire de la Confédération viennoise, à être déclaré en faillite ou banqueroute, les créanciers italiens, s'il y en a, seront admis à faire valoir leurs hypothèques sur le même pied que les créanciers hypothécaires suisses, et ils seront payés sans distinction sur lesdits biens suivant le grade et l'ordre de leur inscription.

Les créanciers chirographaires, ainsi que les simples créanciers, seront traités sans distinction, qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre des deux pays, en conformité des lois en vigueur en Suisse.

Les mêmes dispositions seront appliquées en Italie envers les Suisses créanciers hypothécaires, chirographaires ou simples créanciers d'un italien déclaré en faillite ou banqueroute qui possède des biens sur le territoire du Royaume.

Art. 9. Les citations ou notifications des actes, les déclarations ou interrogatoires des témoins, les rapports des experts, les actes d'instruction judiciaire, et, en général, tout acte qui doit avoir exécution, en matière civile ou pénale, d'après commission rogatoire du tribunal d'un pays sur le territoire de l'autre, doit recevoir son exécution sur papier non timbré et sans paiement de frais.

Néanmoins cette disposition ne se rapportera qu'aux droits dus en pareils cas aux Gouvernements respectifs, et ne comprendra en aucune façon ni les indemnités dues aux témoins ni les émoluments qui pourraient être dus aux fonctionnaires ou avoués, toutes les fois que leur intervention serait nécessaire, d'après les lois, pour l'accomplissement de l'acte demandé.

Art. 10. Tout avantage que l'une des deux parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir d'une manière quelconque à une autre puissance en ce qui concerne l'établissement et l'exercice des professions industrielles, sera applicable de la même manière et à la même époque à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une Convention spéciale à cet effet.

Art. 11. Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre partie.

Les deux Gouvernements conservent d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne leur conviendrait pas d'admettre des fonctionnaires consulaires: bien entendu que, sous ce rapport, il ne s'opposera respectivement aucune restriction qui ne soit commune à toutes les autres nations.

Lesdits agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs. L'exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et sur la production dudit *exequatur* l'Autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge, et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Art. 12. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays, comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des mêmes privilèges et immunités que les agents de ces catégories de la nation la plus favorisée.

Art. 13. Les fonctionnaires consulaires suisses en Italie et les fonctionnaires consulaires italiens en Suisse jouiront, sous réserve de parfaite réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat ou vice-consulat l'écusson

des armes de leur nation, avec cette inscription: *Consulat ou Vice-consulat de . . . . .*

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans une ville où se trouverait la Légation de leur pays.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelques déclarations juridiques, elle devra se transporter à leur domicile pour les recevoir de vive voix, ou déléguer à cet effet un fonctionnaire compétent, ou la leur demander par écrit.

Art. 15. Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie qui pourraient exercer les consuls généraux, consuls ou vice-consuls respectifs.

Art. 16. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls des deux pays, ou leurs chanciers, auront le droit de recevoir dans leurs chanceries, et au domicile des parties, les déclarations qui pourront avoir à faire les négociants et tous les autres citoyens de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir comme notaires les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de recevoir dans leurs chanceries tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et de même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays; seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du sceau officiel des consulats, vice-consulats ou agences consulaires, feront foi tant en justice que hors de justice, soit en Suisse, soit en Italie, au même titre que les originaux, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été légalisés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartiennent les consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dan le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande, et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays, et ces traductions auront, dans les pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du pays.

Art. 17. Lorsqu'un italien sera mort en Suisse sans laisser d'héritiers connus, ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités suisses chargées, selon les lois de leur pays, de l'administration de la succession, en donneront avis à la Légation ou au fonctionnaire consulaire italien, dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu, afin qu'ils transmettent aux intéressés les informations nécessaires.

nube abbastanza sottile da non poter alterare in un modo apprezzabile l'immagine degli oggetti posti dietro ad essa; la fiamma di una candela veduta in questo modo non era indebolita dalla nube più di quello che lo sarebbe stata dal vuoto.

Queste sperienze mostrano che una materia di una rarità quasi infinita può spandersi una luce molto più intensa che quella della coda delle comete; gli è quindi facile rendersi conto come il signor Tyndall abbia pensato a fondare su d'essa la spiegazione dei fenomeni che ci presentano questi astri vagabondi. Secondo lui, le comete sono formate di vapori decomponibili colla luce solare. La testa visibile e la coda sono nubi attiniche risultanti da questa decomposizione. La coda non è formata dalla materia proiettata indietro dalla repulsione solare, ma dalla materia precipitata sul fuoco dei raggi solari che attraversano l'atmosfera dell'astro. Nel passaggio al perielio la coda non compie quel movimento enorme di traslazione che sembra fare attorno al sole come una verga vibrante; in ciascuna delle posizioni per le quali l'apparente cometa sembra passare, questa appendice non è composta della stessa materia, ma al contrario in ciascuna direzione è composta di una materia nuova precipitata sul fascio luminoso che attraversa l'atmosfera dell'astro.

## APPENDICE

## RIVISTA SCIENTIFICA

(APRILE)

Gli studii dei fisici sui fenomeni luminosi hanno avuto in questi ultimi anni uno straordinario impulso, e si sono arricchiti della cognizione di importanti fenomeni. Ora troviamo su questa via nuovi esperimenti di due dotti distintissimi, il signor Delarive, ed il signor Tyndall. Il signor Delarive è portato a queste ricerche dalla elettricità che è la sua specialità più sagliente; il signor Tyndall vi è condotto seguitando i suoi bellissimi studii sulle condizioni fisiche dei corpi gassosi rarefatti.

Il signor Delarive, l'illustre elettricista svizzero, sta da qualche tempo studiando la propagazione dell'elettricità nel gas e nei vapori rarefatti. Egli era assistito nel corso di questi lavori dal signor Sarrazin che notò in certi casi fenomeni di fosforescenza non avvertiti finora.

Sotto l'influenza dell'elettricità, l'ossigeno puro diventa molto fortemente luminoso quando

la sua pressione è eguale od inferiore a 2 millimetri di mercurio. Nessuno altro gas semplice possiede la stessa proprietà.

Fra i gas composti non vi sono che quelli che contengono ossigeno che siano fosforescenti, ma questi lo sono tutti. Il protossido d'azoto dà luogo ad un fenomeno particolarmente brillante.

Dopo aver accertati questi fatti, l'autore si è proposto di determinarne la causa, ed il risultato delle sue ricerche si è che la fosforescenza è dovuta all'ozono. Difatti se si mette della polvere d'argento nell'ossigeno sottoposto alla scarica, si vede il metallo ossidarsi, ed il gas non emette alcuna luce. Questo stesso effetto si ottiene coll'introduzione del metallo in tutti i gas fosforescenti.

Il signor Sarrazin fa notare l'efficacia dell'acido solforico sui fenomeni, dei quali si tratta: basta metterne una piccola quantità nel gas sottoposto all'esperienza, perchè questo gas, quantunque creduto non volatile alla temperatura ordinaria, determini una emissione luminosa molto più abbondante. È una bella esperienza di corso mettere dell'acido solforico nell'azoto rarefatto sottoposto all'azione della scarica. Quantunque l'azoto non sia fosforescente, si vede la campana illuminarsi della luce più

viva. Senza dubbio, il vapore di acido solforico è decomposto: esso produce ozono che riluce. Un po' d'argento in polvere impedisce l'effetto.

In presenza di questa enorme quantità di luce prodotta dalla decomposizione e ricombinazione di corpi in quantità così debole che sfuggono ai nostri mezzi di analisi i più perfezionati, non si è autorizzati ad aspettarsi grandi scoperte nel dominio della chimica degli infinitamente piccoli?

Il signor Tyndall in una conferenza fatta alla Società filosofica di Cambridge ha reso conto di alcune sue esperienze sulla quantità di luce che una tenuissima quantità di materia molto diffusa è capace di rimbalzare; e di là s'è allargato a dare una nuova e possibile spiegazione di un fenomeno tuttavia molto inesplorato, la coda delle comete. Egli ha fatto con della carta sugante una pallottola che poteva essere il quarto di un piccolo pisello, ed avendola bagnata con un liquido il cui punto di ebollizione è più elevato di quello dell'acqua, l'ha tenuta fra le dita fino a che fosse quasi secca; dopo di che l'ha introdotta in un vaso comunicante con un tubo di vetro lungo tre piedi, largo tre pollici, perfettamente netto, ed ha fatto passare sulla pallottola l'aria secca che doveva entrare nel tubo. Infine quest'ultimo che conteneva l'aria

caricata della piccola quantità di vapore preso saltando in tal modo dalla pallottola di carta, è stato sottoposto all'azione della luce. Immediatamente una nube azzurra di luce attinica cominciò a formarsi, ed in cinque minuti questo colore azzurro si era sparso in tutta la lunghezza del tubo.

Per alcuni minuti questa nube conservò lo stesso colore, ma ben presto le sue particelle s'ingrandirono a poco a poco, ed in termine di un quarto d'ora una nube bianca e densa riempiva il tubo. Gli è come un mondo tratto dal nulla, quando si pensa alla quantità infinitamente piccola di vapore d'acqua che dà luogo a questo fenomeno.

Ma non è ancora finito. Essendo stata levata la pallottola di carta, il tubo ed il vaso che era in comunicazione con quello, nel quale era stata posta la pallottola, furono spazzati con una corrente di aria secca; dopo di che avendo fatto il vuoto nel tubo vi s'introdussero pel vaso comunicante quindici pollici cubi di acido cloridrico, ed infine lo si espose all'azione della luce; un minuto dopo si vide comparire una leggera nebbia; in due minuti questa nebbia aveva riempito una grande lunghezza della parte anteriore del tubo. Quindici minuti più tardi, una massa di luce veramente sorprendente emanava da questa



Le même avis sera donné par les autorités compétentes italiennes à la Légation ou aux fonctionnaires consulaires suisses, lorsqu'un suisse sera mort en Italie sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un italien mort en Suisse, au sujet de sa succession, seront portées devant le juge du dernier domicile que l'italien avait en Italie.

La réciprocité aura lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en Italie.

Art. 18. La présente Convention recevra son application dans les deux pays en même temps que le Traité de commerce conclu sous la date du 22 juillet 1868, et elle aura la même durée.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne le plus tôt que faire se pourra, simultanément avec celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berne, le vingt-deux juillet mil huit-cent soixante-huit.

Les Plénipotentiaires suisses

(L. S.) J. DUBS.

(L. S.) F. FREY-HÉROSÉE.

Le Plénipotentiaire italien

(L. S.) M. LEBLANC.

DECLARATION faisant suite à la Convention d'établissement et consulaire signée à Berne le 22 juillet 1868.

Il est entendu entre les Hautes Parties contractantes que les exemptions accordées aux ressortissants des deux pays par l'article 4 de la Convention d'établissement et consulaire signée à Berne le 22 juillet 1868, ne sauraient profiter aux italiens naturalisés en Suisse, si ce n'est dans les limites de l'article 12 du code civil du Royaume d'Italie.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie de la Convention, et aura la même force et valeur que si elle y était insérée mot à mot.

Berne, le vingt-deux juillet mil huit-cent soixante-huit.

Les Plénipotentiaires suisses

(L. S.) J. DUBS.

(L. S.) F. FREY-HÉROSÉE.

Le Plénipotentiaire italien

(L. S.) M. LEBLANC.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, seguita da una Dichiarazione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì primo del mese di aprile, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re  
Il Presidente del Consiglio Ministro  
per gli Affari Esteri  
L. F. MENABREA.

Relazione del Ministro delle Finanze a S. M. in udienza del 13 maggio corrente sul decreto che sostituisce una nuova marca da centesimi cinque a quella presentemente in uso.

ESSE.

Il consumo delle marche da bollo a tassa fissa di cent. 5, che si è reso assai considerevole per effetto specialmente delle disposizioni dell'articolo 16 della legge 19 luglio 1868, n. 4480, ha suggerito l'idea di facilitare la fabbricazione di un nuovo formato e precisamente della dimensione dei francobolli postali.

Questo espediente, che è stato già adottato per le marche da bollo a tassa proporzionale, è manifestamente economico e vantaggioso in quanto che nello stesso tempo e cogli stessi mezzi si ottiene la fabbricazione di un numero doppio di marche.

La progettata modificazione poi avrebbe anche per risultato di far sparire l'uniformità che attualmente esiste fra la marca da centesimi 5 e quella di centesimi 50, uniformità che, come si sarebbe osservato, torna talvolta di pregiudizio per le Finanze perchè specialmente sugli avvisi accennati dal n. 3 dell'art. 20 della legge d'impiegare marche da cent. 5 anziché quelle prescritte da cent. 50 e queste contravvenzioni difficilmente possono essere rilevate per la somiglianza appunto fra le due marche.

Sembrandomi quindi pienamente giustificata

la proposta, mi onoro di sottoporre all'esame ed alla firma di V. M. l'unito relativo schema di decreto.

Il N. 5091 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto in data 13 agosto 1863, n. 1385, col quale furono stabiliti la forma e i distintivi delle marche per le tasse di bollo dovute in ragione della dimensione della carta;

Visto l'articolo 38 dell'altro Reale decreto 18 agosto 1866, n. 3187, col quale fu mantenuta in vigore la marca da bollo a tassa fissa da centesimi 5, oltre a quelle ivi designate;

Sulla proposta del Nostro Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Alla marca da bollo da centesimi 5, stabilita dai succitati decreti Reali, è sostituita un'altra marca, pure da centesimi 5.

Art. 2. La nuova marca sarà di color violaceo, avrà la forma e la dimensione di un francobollo postale, colla leggenda: *Marca da bollo - cinque centesimi*.

Art. 3. Lo spaccio e l'uso della nuova marca da bollo avrà principio col 1° del prossimo venturo mese di luglio.

Anche dopo quest'epoca, e fino a totale esaurimento, continuerà lo spaccio e l'uso della marca da bollo da centesimi 5, attualmente in vigore.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 13 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. CAMBRAY DIGNY.

S. M. sulla proposta del Ministro di Grazia e Giustizia e de' Culti ha fatto le seguenti disposizioni nel personale giudiziario:

Con decreto Regio del 4 aprile 1869:

Pasquoci Giuseppe, cancelliere del mandamento di Firenze, collocato a riposo.

Con decreti RR. dell'11 aprile 1869:

Bavoso Luigi, cancelliere del mandamento di Belvedere, collocato a riposo;

Pittini-Musio Basilio, segretario di tribunale in disponibilità, id.;

Poggi Francesco, cancelliere al mandamento di Treviso, tramutato al mandamento di Chieri;

Roagna Rocco, id. di Mosso Santa Maria, id. di Pont Canavese;

Brusciotti Gio. Matteo, id. di Pont Canavese, id. di Mosso Santa Maria;

Alberti Gio. Batt., id. di Biandrate, id. di Treviso;

Manero Antonio, id. di Centallo, id. di Caraglio;

Salomone Gio. Batt., id. di Ornavasso, id. di Ceva;

Manfredi Giuseppe, id. di Bussoleno, id. di Montanaro;

Tovaglia Pietro, vicecancelliere nel mandamento di Savignano, id. di Torino, sezione Borgonuovo;

Berni Antonio, id. di Monteleone, id. di Cortale;

De Rito Antonio, id. di Serra San Bruno, id. di Monteleone;

Spadea Luigi, id. di Cortale, id. di Serra San Bruno;

Pasà Giulio, id. di Cosenza, id. di Rose;

Gabriele Francesco, id. di Rose, id. di Cosenza;

Vitelli Alessandro, id. di Aprigliano, id. di Verdicaro;

Pelusi Giovanni, id. di Verdicaro, id. di Aprigliano;

Omodei Antonio, id. di Novara, reggente cancelliere del mandamento di Biandrate;

Marenco Giuseppe, id. di Torino, sezione Montecenisio, id. di Bussoleno;

Sesti Luigi, id. id. sezione Borgonuovo, id. di Fiano;

Guala Giovanni, id. id. di Ornavasso;

Liprandi Giuseppe, vicecancelliere aggiunto alla Corte d'appello di Torino, id. di Roccaione;

Ferrari Carlo, vicecancelliere nel mandamento di Barbania, nominato vicecancelliere nel mandamento di Torino, sezione Borgonuovo;

ancora fatto la loro apparizione. Di fatti, nelle camere sepolcrali dei tumuli, si trova un centinaio di istromenti di selci, senza incontrarvi un solo oggetto di metallo. Nei *Kjakkemäed fings*, ammassi di conchiglie e di rifiuti del pasto sparsi sulle coste della Danimarca, si sono trovate migliaia di selci tagliate e nessuna traccia di metallo. In Isvezia, tra le vestigia delle antiche abitazioni su palizzate che giacciono ora sotto le acque dei laghi, si sono pescate migliaia di istromenti di pietra, e vi si sono contate sino a millecinquecento accette (*haches*) che portano segni di logoramento, alcune delle quali, dopo essere state rotte, sono state lasciate di nuovo per farle ancora servire.

Se si passa all'età dei metalli, e prima all'età del bronzo si trova nei tumuli e nei villaggi lacustri della Svizzera la prova che ella è nettamente distinta dalla precedente. Di fatti se la conoscenza dei metalli si fosse introdotta a poco a poco in queste regioni, l'età del bronzo sarebbe stata preceduta dall'età del rame, poiché il primo di questi metalli è una lega del secondo. Ora, nell'Europa occidentale, sui mille istromenti di bronzo si è tentato a trovarne appena uno di rame. Si è voluto spiegare la presenza di villaggi lacustri dell'età del bronzo accanto a villaggi dell'età della pietra, supponendo che i

Bonaga Luigi, scrivano di cancelleria giudiziaria, id. di Novara;

Toselli Luigi, id. di Torino, sezione Montecenisio;

Rossi Capillo, id. id. di Carmagnola;

Cinzano Matteo, id. id. di Savignano;

De Donato Mauro, vicecancelliere aggiunto al tribunale di Trani, nominato vicecancelliere presso lo stesso tribunale;

Uslenghi Nicola, id. id. al tribunale di Lucera;

Palumbo Mario, commesso nella R. procura di Trani, id. aggiunto al tribunale di Trani;

Nardoni Vito, id. id.;

Fiorio Mario, id. nel tribunale di Teramo, id. di Teramo;

Azara Gio. Antonio, vicecancelliere nel mandamento di Tempio, nominato cancelliere del mandamento di Cantalupo;

Doria Vincenzo, segretario della R. procura di Girgenti, confermato nell'aspettativa per mesi otto.

Con decreti ministeriali del 12 aprile 1869:

Baratta Michele, cancelliere del mandamento di Trarico, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni;

Granata Gennaro, vicecancelliere aggiunto al tribunale di Lucera, id.

Con decreti RR. del 15 aprile 1869:

Marcolini Domenico, cancelliere del mandamento di Grottole, collocato a riposo;

Urbani Urbano, vicecancelliere al tribunale di Orvieto, nominato a sua domanda vicecancelliere del mandamento di Macerata;

Nicolini Cristoforo, id. del mandamento di Sant'Agata Feltria, nominato vicecancelliere del tribunale di Orvieto;

Genitucci Nicola, cancelliere del mandamento di Vito, tramutato al mandamento di Tolentino;

Fortini Paolo, vicecancelliere del mandamento di Monte Robbiano, nominato vicecancelliere del mandamento di Vito;

Arduino Francesco, commesso al tribunale commerciale di Palermo, nominato vicecancelliere del mandamento di Calatini;

Feroldi Pietro, uciere al tribunale di Epzozzo, nominato vicecancelliere aggiunto al tribunale di Bozzolo;

Lodato Michele, vicecancelliere nel mandamento di Mazzarino, dichiarato dimissionario;

Gilardini Pietro, cancelliere del mandamento di Nizza, confermato nell'aspettativa per 6 mesi;

Mariotti Bernardo, id. di Viù, id.;

Bovolacci Luigi, vicecancelliere del mandamento di Meldola, collocato in aspettativa per motivi di salute, per mesi 6.

Con decreti RR. del 18 aprile 1869:

Mamoni Giuseppe, vicecancelliere del mandamento di Castelsardo, nominato vicecancelliere aggiunto al tribunale di Tempio;

Germano Ubertino, id. al tribunale d'Acqui, dispensato dal servizio;

Pasero Giovanni, id. al mandamento di Saluzzo, nominato reggente cancelliere del mandamento di Buriasso;

Gardone Carlo, id. di Gardone, nominato cancelliere del mandamento di Gardone;

Milone Eugenio, scrivano di cancelleria giudiziaria, nominato vicecancelliere nel mandamento di Saluzzo;

Campanella Placido, cancelliere nel mandamento di A. di San Agata di Militello;

Bergamaschi Alessandro, segretario della R. procura di Novi, tramutato a quella di Pinerolo;

Fesce Mario, cancelliere del mandamento di Cerignola, tramutato al mandamento di Ortanova;

Perna Raffaele, id. di S. Marco in Lamis, id. di Cerignola;

De Rosa Giuseppe, id. di Celenza Valfortore, id. di S. Marco in Lamis;

Pistono Giuseppe, id. di Buriasso, id. di Corio;

Vigo avv. Gio. Battista, id. di Cirio, collocato a riposo;

Gadda Carlo, id. di Gardone, id.

Con decreto ministeriale 22 aprile 1869:

Marotta Ferdinando, vicecancelliere nel mandamento di Campagna, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni.

Con RR. decreti 26 aprile 1869:

Bonelli Giovanni, cancelliere del mandamento di Radda, collocato in aspettativa per motivi di famiglia;

Caputo Giuseppe, vicecancelliere nel mandamento di Salice, nominato cancelliere del mandamento di Presicce;

Milelli Giuseppe, id. di Catanzaro, id. di Serastretta;

Arienza Francesco, id. di Polla, tramutato al mandamento di Sanza;

Lamberti Vincenzo, id. di Sanza, id. di Polla;

Filippone Vincenzo, id. di Civita Campomare, id. di Sepino;

Maggi Federico, id. di Lauria, id. di Saponara;

Canonici Alessandro, id. di Jesi, id. di Castelnuovo nei Monti;

Ghinelli Clodimiro, id. di Castelnuovo nei Monti, id. di Jesi;

Di L'andro Antonio, id. di Boscotrecase, id. di San Giuseppe in Napoli;

Rubino Luigi, id. di Trentola, id. di Pendino in Napoli;

Palumbo Gaetano, id. di Montecorvino, id. di Vicaria in Napoli;

Bellomo Salvatore, cancelliere del mandamento di Serradifalco, id. di Favara;

Franco Vincenzo, commesso alla Corte d'appello di Catanzaro, nominato vicecancelliere nel mandamento di Cantalupo;

Nucci Tommaso, id. al tribunale di Campobasso, id. di Montecalvario in Napoli;

De Chiara Alfonso, id. di Salerno, id. di Padula;

Fischetti Vincenzo, id. di S. Angelo de' Lombardi, id. di Aquilonia;

Pastore Nicola, id. di Lagonegro, id. di Lauria;

Morelli Alessandro, eleggibile a posti di cancelleria giudiziaria, nominato sostituto segretario aggiunto alla procura generale di Lucca;

Ricciardi Vincenzo, commesso nella R. procura di S. Angelo de' Lombardi, nominato vicecancelliere nel mandamento di S. Angelo de' Lombardi;

Guarini Tommaso, id. al tribunale di Matera, id. di Matera;

Ricciardi Salvatore, id. di Benevento, id. di S. Bartolomeo in Galdo;

Siniele Ermenealdo, id. di Larino, id. di Civita Campomare.

Ghinelli Clodimiro, id. di Castelnuovo nei Monti, id. di Jesi;

Di L'andro Antonio, id. di Boscotrecase, id. di San Giuseppe in Napoli;

Rubino Luigi, id. di Trentola, id. di Pendino in Napoli;

Palumbo Gaetano, id. di Montecorvino, id. di Vicaria in Napoli;

Bellomo Salvatore, cancelliere del mandamento di Serradifalco, id. di Favara;

Franco Vincenzo, commesso alla Corte d'appello di Catanzaro, nominato vicecancelliere nel mandamento di Cantalupo;

Nucci Tommaso, id. al tribunale di Campobasso, id. di Montecalvario in Napoli;

De Chiara Alfonso, id. di Salerno, id. di Padula;

Fischetti Vincenzo, id. di S. Angelo de' Lombardi, id. di Aquilonia;

Pastore Nicola, id. di Lagonegro, id. di Lauria;

Morelli Alessandro, eleggibile a posti di cancelleria giudiziaria, nominato sostituto segretario aggiunto alla procura generale di Lucca;

Ricciardi Vincenzo, commesso nella R. procura di S. Angelo de' Lombardi, nominato vicecancelliere nel mandamento di S. Angelo de' Lombardi;

Guarini Tommaso, id. al tribunale di Matera, id. di Matera;

Ricciardi Salvatore, id. di Benevento, id. di S. Bartolomeo in Galdo;

Siniele Ermenealdo, id. di Larino, id. di Civita Campomare.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Nomina del professore ordinario della cattedra di fisiologia nella R. Università di Siena a norma dell'art. 69 della legge 13 novembre 1859 sulla pubblica istruzione.

Veduto il decreto ministeriale del 7 luglio 1868, inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno sotto il num. 4469, che contiene le norme da osservarsi nei casi dell'applicazione dell'art. 69 della legge 13 novembre 1859 sulla pubblica istruzione a professori straordinari in istituti di studi superiori che aspirano alla nomina di professori ordinari;

Veduto il parere pronunciato dal Consiglio superiore di pubblica istruzione intorno al modo di provvedere alla cattedra di fisiologia nella R. Università di Siena, per la quale è proposto uno dei professori straordinari della stessa Università;

In osservanza del secondo comma dell'art. 3 del precitato decreto ministeriale del 7 luglio 1868;

Si rende noto

Che avendosi a provvedere alla cattedra di fisiologia nella R. Università di Siena con l'applicazione dell'art. 69 della legge 13 novembre 1859 sull'istruzione pubblica, chiunque creda applicabile a sé tale articolo di legge ed aspiri ad essere nominato professore ordinario della precitata cattedra, è in facoltà di presentare a questo Ministero la sua domanda documentata entro il termine di trenta giorni dalla data del presente annuncio.

Dato a Firenze addì 26 maggio 1869.

Il Segretario generale  
P. VILLARI.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso alla cattedra di diritto commerciale nella R. Università di Torino.

A norma delle disposizioni del regolamento universitario approvato con regio decreto del 20 ottobre 1860, è fissato il 1° di luglio p. v. per la riunione della Commissione esaminatrice per il concorso alla cattedra di Diritto commerciale nella R. Università di Torino, ed il giorno 2 successivo per l'incoronamento delle prove degli aspiranti che dichiararono di voler concorrere.

Firenze 26 maggio 1869.

Per il Segretario Generale  
P. VILLARI.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE.

Esami di ammissione e di concorso ai posti gratuiti vacanti nella R. Scuola Superiore di medicina veterinaria di Torino.

Pel venturo anno scolastico 1869-70 sono vacanti nella R. Scuola di medicina veterinaria di Torino 1 posti gratuiti infrascripti:

Provincia di Alessandria n. 3. — Cagliari 4. — Cuneo 2. — Genova 3. — Novara 1. — Pavia 3, per i circondari di Bobbio, Lomellina e Voghera, già appartenenti alle antiche provincie sarde. — Sassari 1. — Torino 1.

A termini degli articoli 79 e 95 del regolamento approvato col R. decreto dell'8 dicembre 1860 i posti suddetti si conferiscono a quelli che negli esami di ammissione daranno migliori prove di capacità, ed otterranno almeno quattro quinti dei suffragi.

Basteranno tre quarti dei suffragi per l'ammissione a far il corso a proprie spese.

Gli esami di ammissione e di concorso vertono intorno agli elementi di aritmetica, di geometria e di fisica, il sistema metrico decimale, la lingua italiana secondo il programma annesso al decreto ministeriale del 1° aprile 1866, n. 1538 della Raccolta degli atti del Governo, e consistono in una composizione scritta in lingua italiana, ed in un esame orale.

Il tempo fissato per la composizione non può oltrepassare le ore quattro dalla data della prova.

L'esame orale durerà non meno di un'ora.

Gli esami di ammissione o di concorso si daranno in ciascuna capoluogo delle antiche provincie del Regno, e si apriranno il 17 agosto prossimo.

Agli esami di ammissione per fare il corso a proprie spese può presentarsi chiunque abbia i requisiti prescritti dall'art. 75 del suddetto regolamento e produrrà i documenti infrascripti; pel posti gratuiti possono solamente concorrere i nativi delle antiche provincie del Regno.

Gli aspiranti devono presentare al provveditore agli studi della provincia od all'ispettore delle scuole del circondario, in cui risiedono, entro tutto il mese di luglio prossimo, la loro domanda corredata:

1° Della fede di nascita dalla quale risulti aver essi l'età di anni 16 compiuti;

2° Di un attestato di buona condotta rilasciato dal sindaco del comune nel quale hanno il loro domicilio, autenticato dal sottoprefetto del circondario;

3° Di una dichiarazione autentica comprovante che hanno superato con buon esito l'innesto del vaccino, ovvero che hanno sofferto il vaiuolo naturale.

Gli aspiranti dichiareranno nella loro domanda se vogliono concorrere per un posto gratuito, o soltanto per essere ammessi a fare il corso a proprie spese, e dovranno nel giorno 16 agosto presentarsi al R. provveditore agli studi della propria provincia per conoscere l'ora ed il sito in cui dovranno trovarsi per l'esame.

Le domande di ammissione all'esame debbono essere scritte e sottoscritte dai postulanti. Il provveditore e l'ispettore nell'atto che le riceve attesterà appi di esse che sono scritte e sottoscritte dal medesimo.

Le domande ed i titoli consegnati agli ispettori saranno per cura di questi trasmessi al provveditore della provincia fra tutto il 1° agosto.

Sono esenti dall'esame di ammissione per fare il corso a loro spese i giovani che hanno superato l'esame di licenza liceale od altro equivalente, per cui potrebbero essere ammessi agli studi universitari; ma non lo sono coloro che aspirano ad un posto gratuito.

Non potranno ottenere il posto gratuito quelli che già avessero intrapreso il corso in altra facoltà, se non dietro formale rinuncia fatta in antecedenza di essere dichiarati vincitori del posto medesimo, e verranno privati della pensione tutti coloro che intraprenderanno, contemporaneamente alla scienza veterinaria, altri studi.

Torino, addì 12 maggio 1869.

Il Direttore della R. Scuola Superiore di Medicina Veterinaria  
F. PAVESIO.

NB. Per ministeriale disposizione il numero dei posti gratuiti assegnati alla provincia di Cuneo a voce di 3, come era indicato nell'art. 25 dello scorso febbraio, venne ridotto a quello di 2.

MINISTERO DI MARINA.

Capitaneria di porto nel compartimento marittimo di Trapani.

Si rende noto a chi di ragione che nella spiaggia detta di San Cusumano, a tramontana di questo porto, ebbe luogo il ricupero di un albero di bastimento, grezzo, della lunghezza di metri 19 04, grossezza media metri 1 30.

Gli aventi diritto a tale ricupero potranno presentare i loro reclami al sottoscritto nel termine fissato dall'articolo 136 per la marina mercantile.

Trapani il 5 maggio 1869.

Il Capitano del Porto Reggente  
P. ORSATO.

trappassare le ore quattro dalla data della prova.

L'esame orale durerà non meno di un'ora.

Gli esami di ammissione o di concorso si daranno in ciascuna capoluogo delle antiche provincie del Regno, e si apriranno il 17 agosto prossimo.

Agli esami di ammissione per fare il corso a proprie spese può presentarsi chiunque abbia i requisiti prescritti dall'art. 75 del suddetto regolamento e produrrà i documenti infrascripti; pel posti gratuiti possono solamente concorrere i nativi delle antiche provincie del Regno.

Gli aspiranti devono presentare al provveditore agli studi della provincia od all'ispettore delle scuole del circondario, in cui risiedono, entro tutto il mese di luglio prossimo, la loro domanda corredata:

1° Della fede di nascita dalla quale risulti aver essi l'età di anni 16 compiuti;

2° Di un attestato di buona condotta rilasciato dal sindaco del comune nel quale hanno il loro domicilio, autenticato dal sottoprefetto del circondario;

3° Di una dichiarazione autentica comprovante che hanno superato con buon esito l'innesto del vaccino, ovvero che hanno sofferto il vaiuolo naturale.

Gli aspiranti dichiareranno nella loro domanda se vogliono concorrere per un posto gratuito, o soltanto per essere ammessi a fare il corso a proprie spese, e dovranno nel giorno 16 agosto presentarsi al R. provveditore agli studi della propria provincia per conoscere l'ora ed il sito in cui dovranno trovarsi per l'esame.

Le domande di ammissione all'esame debbono essere scritte e sottoscritte dai postulanti. Il provveditore e l'ispettore nell'atto che le riceve attesterà appi di esse che sono scritte e sottoscritte dal medesimo.

Le domande ed i titoli consegnati agli ispettori saranno per cura di questi trasmessi al provveditore della provincia fra tutto il 1° agosto.

Sono esenti dall'esame di ammissione per fare il corso a loro spese i giovani che hanno superato l'esame di licenza liceale od altro equivalente, per cui potrebbero essere ammessi agli studi universitari; ma non lo sono coloro che aspirano ad un posto gratuito.

Non potranno ottenere il posto gratuito quelli che già avessero intrapreso il corso in altra facoltà, se non dietro formale rinuncia fatta in antecedenza di essere dichiarati vincitori del posto medesimo, e verranno privati della pensione tutti coloro che intraprenderanno, contemporaneamente alla scienza veterinaria, altri studi.

Torino, addì 12 maggio 1869.

Il Direttore della R. Scuola Superiore di Medicina Veterinaria  
F. PAVESIO.

NB. Per ministeriale disposizione il numero dei posti gratuiti assegnati alla provincia di Cuneo a voce di 3, come era indicato nell'art. 25 dello scorso febbraio, venne ridotto a quello di 2.

MINISTERO DI MARINA.

Capitaneria di porto nel compartimento marittimo di Trapani.

Si rende noto a chi di ragione che nella spiaggia detta di San Cusumano, a tramontana di questo porto, ebbe luogo il ricupero di un albero di bastimento, grezzo, della lunghezza di metri 19 04, grossezza media metri 1 30.

Gli aventi diritto a tale ricupero potranno presentare i loro reclami al sottoscritto nel termine fissato dall'articolo 136 per la marina merc



## NOTIZIE ESTERE

## GRAN BRETAGNA

La seguente circolare fu ricevuta dai deputati che appoggiano il Ministero:

**Importante.** — La S. V. è pregata a intervenire alla tornata del 27 maggio, quando probabilmente avranno luogo diverse votazioni in Comitato sul progetto delle dogane e delle entrate interne. La terza lettura del progetto sulla Chiesa irlandese è fissata per lunedì 31, ed il voto seguirà in quella sera medesima. La S. V. è pregata con istanza a volere in questa occasione intervenire alla seduta e appoggiare il progetto.

## FRANCIA

Leggesi nella *Patrie*:

Il risultato generale delle elezioni deve, secondo noi, riassumersi nei tre punti seguenti: Scacco strepitoso e su tutta la linea delle candidature d'orleanisti; scacco della maggior parte delle candidature di gradazioni intermedie; trionfo parziale delle candidature ultraradicali. I signori Bancel, Gambetta e Raspail sono nominati ciascuno in uno o due collegi. Ma il signor Thiers non fu nominato in alcun luogo. Il signor Favre, che passa allo stato di moderato e di girondino, resta pure in scacco. Glais Bizoin è stato battuto. Così Casimiro Perrier e Audiffret-Pasquier. Lavertuon è ballottato, senza probabilità di successo. Il duca Diezès è battuto. Prevost Paradol è battuto. Finalmente, gli orleanisti sono tutti sconfitti.

Da un altro lato, bisogna porre l'immensa maggioranza assicurata ai candidati ufficiali. Il risultato della lotta è dunque questo:

Suppressione, per lo stesso suffragio universale, di tutte le gradazioni intermedie, di tutte le opinioni medie. Ci troviamo dunque, senza averlo voluto, riposti in una situazione così chiara e precisa come quella che esisteva al principio dell'impero, cioè: da una parte, una minoranza rivoluzionaria incombibile, e dall'altra il Governo appoggiato sull'immensa maggioranza della nazione. Questa situazione estrema non l'abbiamo fatta noi. Avremmo anzi desiderato che fosse meno assoluta, ma essa esiste. Niuno può sopprimerla. Ne accettiamo le conseguenze con fermezza, e siamo più che mai convinti che continuando a difendere il Governo difendiamo l'ordine, la pace sociale, gli interessi legittimi di tutti i buoni cittadini.

— La *Patrie*, in data del 26, scrive:

La sera di lunedì e la giornata di martedì passarono generalmente con calma; si manifestò tuttavia una certa agitazione in alcune città.

A Parigi, lunedì sera, la folla fu numerosa all'Hotel-de-Ville, nella speranza di conoscere più presto il risultato dello scrutinio; ma la piazza fu presto sgombrata dalle guardie urbane senza alcun arresto. Una banda di un migliaio d'individui che si era recata verso la Bastiglia fu dispersa senza resistenza quando entrava sulla piazza. La giornata di martedì fu tranquilla.

Ad Amiens, 1800 operai circa si diressero martedì mattina verso la fabbrica di Cosserat, deputato rieletto al sobborgo di Ham; furono rotti vetri, lampioni, e la gendarmeria dovette intervenire per ristabilir l'ordine.

Ad Aargers, si formarono assembramenti dinanzi al municipio ed alla prefettura, cantando la *Marsigliese*; 17 arresti ebbero luogo.

A Lilla, si arrestarono alcuni individui, di cui uno portatore d'un fucile, in seguito ad assembramenti che mandavano grida ostili e che avevano rotto le finestre del posto centrale di polizia.

A Digione, le imposte della stamperia del *Bien public* furono rotte e si fecero tre arresti.

A Tolosa, la folla si è riunita sulla piazza del Campidoglio e si è recata contro un posto di guardia stabilito al palazzo di giustizia. Furono scagliate delle pietre che colpirono leggermente un ufficiale ed un soldato. Dopo due intimazioni fatte dal capo della guardia, la folla si è ritirata. Si fecero trenta arresti.

A Santo Stefano, una banda numerosissima si diresse, al canto della *Marsigliese* ed alle grida di « Viva Dorian! » sul convento dei gesuiti, piazza Jacquard, e si diede a gravi disordini. I cancelli furono strappati e si appiccò il fuoco all'abitazione del portinaio nel cortile.

All'arrivo del prefetto, del sindaco, e del procuratore imperiale, accompagnato dal luogotenente di gendarmeria e da un picchetto di fanteria, la folla si ritirò. Parecchi individui furono arrestati. Si fece qualche sforzo per liberare uno di essi, ma il tentativo fallì. Una guardia urbana fu leggermente ferita.

## MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

La *Wiener Zeitung* del 25 reca il testo delle leggi sull'armamento nazionale, sul censimento e sull'alienazione di beni immobili dello Stato.

## CONFEDERAZIONE GERMANICA DEL NORD

Scrivono da Berlino, in data del 22, alla *Köln. Zeitung*:

Continua la discussione parlamentare dei progetti d'imposte. Il commissario della Confederazione Schiele difende la tassa sulla birra; il conte Kleist si dichiara in favore dei due progetti, quello cioè sull'acquavite e quello sulla birra; i deputati Vehmichors, Becker e di Benningens gli avversano.

Rispondendo ai due ultimi oratori il conte di Bismarck dice non doversi temere un conflitto fra la Dieta ed il Parlamento; i due corpi doversi anzi dar la mano spogliandosi dell'illusione che il disavanzo non esista; esser questo invece di 5 milioni per quanto concerne i provvedimenti presi per agevolare le comunicazioni, di 2 milioni 1/2 da attribuirsi alle strade ferrate ed alla carestia in alcune provincie, e doversi a ciò aggiungere la somma richiesta per pareggiamento dei bilanci futuri. « Fra breve », continua il Ministro, « verranno presentati i documenti ufficiali. Intanto sono ingiusti i rimproveri mossi al Ministro di finanza, ed io debbo credere che alcuni ci facciano opposizione ad ogni costo, giacché non s'è veduta neppure l'ombra di un emendamento. Qual cancelliere della Confederazione, io non abbisogno di denaro, ma qual presidente del gabinetto prussiano debbo mettere in opera ogni mezzo atto a colmare il disavanzo o rimettere alla Dieta il compito di dimostrarne l'inefficienza. Finora mi mancano gli schiarimenti necessari su tal proposito. Volete che si facciano risparmi, ma non dite su qual capitolo del bilancio. Volete un periodo di servizio militare di solo due anni; noi l'abbiamo già di due anni e mezzo, e per ora è impossibile ogni ulteriore riduzione. Mettetevi nei miei panni

e poi ditemi che avreste il coraggio di procedere al disarmo. Si è detto in Francia che la pace del paese dipendeva dalla spada, e ciò applicasi del pari al caso nostro. Tutti convengono di quel che fa rispettare gli Stati e ne garantisce l'indipendenza. Debbo quindi rimettermi di nuovo, non dirò al vostro patriottismo, ma al vostro sentimento di giustizia. Si vuole la convocazione anticipata della Dieta; ma se io l'avessi proposto, mi si sarebbe accusato issodatto di troppa precipitazione. Forse anche allora mi rifiutereste i mezzi di far fronte ai bisogni della situazione, ed in tal caso vi potete facilmente immaginare ch'io deporrei la mia carica.

Il dep. *Miquel* (liberale nazionale) non darà il suo consenso alle imposte, perchè la esposizione stessa del Ministro non parla di un disavanzo cronico e perchè Prussia colle sue provincie non peranco accatastate trovansi nella medesima condizione provvisoria della Confederazione stessa. Rispinge l'accusa fatta al suo partito di voler suscitare imbarazzi al governo; tali accuse erano da aspettarsi dalla stampa ufficiale ma non da un ministro. Perchè non ricorrere ad un prestito o ad anticipazioni sulle imposte esistenti?

*Von der Heydt* (ministro di finanza) risponde alle diverse obiezioni degli avversari dei nuovi progetti di legge. Ogni altro mezzo di coprire il disavanzo, come sarebbero un prestito o patti speciali, era a suo credere inopportuno e pericoloso.

*Löwe* (progressista) non si lascia commuovere dall'accorruo del cancelliere. Pargli anzi che per un paese da secoli ordinato e disciplinato militarmente il disarmo non presenti alcun pericolo. Da ultimo rimprovera al Ministro le dissertazioni intorno alle dottrine parlamentari come fuor di posto.

*Bismarck* risponde diffondendosi nuovamente intorno alle proprie idee costituzionali e pone in rilievo gli inconvenienti che potrebbero nascere ove nel popolo si disseminasse la credenza che le spese militari siano improduttive e che i discorsi basterebbero a frenare il corso di un esercito vittorioso sul confine dello Stato. L'esercito assicurava la produttività generale del paese. In conclusione il cancelliere respinse qualunque solidarietà coi diari o coi loro articoli, non escluso lo stesso *Staatsanzeiger*.

Secondo la *Provincial-Correspondenz*, ove i progetti in discorso non venissero accettati, l'intenzione del governo sarebbe di convocare quanto prima la Dieta prussiana e di sottometterle una proposta d'aumento delle tasse di macinato e di macellazione.

## NOTIZIE VARIE

Ieri sera, venerdì, ebbe luogo con pompa mesta e solenne il trasporto funebre della salma del generale Giovanni Durando, trovato morto nel proprio letto la mattina del giorno antecedente. Egli soffriva da molti anni d'una malattia al cuore, che lo ha spento nell'età di sessantacinque anni. Il generale Durando era nato in Mondovì il 23 giugno 1804, e del 1822 entrò nella milizia, ottenendo il grado di sottotenente nel 1826. Esule nel 1832, si recò nel Belgio e nella Spagna, strenuo combattente per la libertà, e tornato in patria quando la libertà arrivò al Piemonte, ebbe splendida parte nella guerra del 1848 e 1849. Nominato comandante della prima divisione del corpo d'armata di spedizione in Oriente, seppe distinguersi in Crimea per i suoi talenti militari: ebbe parte in molti splendidi fatti della guerra d'indipendenza del 1859, e promosso nel 1860 al grado di generale d'armata, comandò nel 1866 un corpo d'armata, alla testa del quale valorosamente combatté nella battaglia di Custoza. Ebbe distinzioni ed onorificenze all'estero ed in patria: ultimamente fu decorato del collare dell'Annunziata: spinto sempre dalla nobile ambizione di giovare alla causa della libertà e dell'Italia, può dirsi che la sua vita sia stata un continuo e generoso sacrificio di sé. La morte del generale Giovanni Durando lascia un vuoto doloroso nelle file di quegli illustri patrioti che apparivano, affrettarono e compirono, colopera dell'ingegno e del braccio, il risorgimento nazionale dei popoli italiani.

La salma dell'illustre defunto verrà trasportata in Mondovì sua patria.

Sua Altezza il Kedive d'Egitto partendo da Firenze lasciava a beneficio dei poveri della città lire 15,000 in oro da erogarsi nel modo che sarà ritenuto migliore dalla Autorità municipale. (*Nazione*)

— Ci scrivono per telegramma da Salerno:

Verso le undici antimeridiane degli 28 corrente la banda Ferrigno-Carboni, di diciassette briganti, ricattava in territorio tra Castiglione e San Cipriano il ricco proprietario Tisi Vincenzo, ed il suo cochiere. La Guardia Nazionale di Castiglione liberò il ricattato Tisi, uccidendo il famigerato capobanda Ferrigno Andrea da Averno ed il brigante Pizzo Genaro. Un altro brigante, Di-Giacomo Genaro da Montella, rimase ferito e fu arrestato dalla stessa Guardia Nazionale di Castiglione, che, col concorso di altre forze, continua a perseguire la banda.

— Riferisce la *Perseveranza* che nell'ultima sua seduta il Consiglio direttivo dei fondi della Società d'incoraggiamento di Milano ha deliberato che la donazione fatta ad essa dal compianto conte Lorenzo Taverna di lire 6000 sia collocata a frutto e figuri nei bilanci annuali della Società, colla particolare indicazione del donatore.

Il Consiglio ha inoltre deliberato che sia posta nel nuovo locale, in via San Paolo, una lapide che ricordi i molti servizi che per 55 anni il conte Lorenzo Taverna rese come presidente alla Società.

— Scrive la *Gazzetta di Venezia*: Il regale delle 250 lire sterline, fatto dal Viceré d'Egitto ai poveri di Venezia, ebbe già la sua destinazione. Metà fu fatta versare nella cassa della Congregazione di carità, e l'altra metà venne destinata per promuovere l'erezione di un asilo infantile alla Giudecca.

— Leggiamo le seguenti notizie nel *Giornale di Sicilia* del 26:

Il tronco ferroviario da Cerdà a Seia probabilmente sarà aperto al pubblico il 6 giugno. Questa mane esso è stato percorso dalla Direzione delle ferrovie, e il generale Medici ne ha visitato i lavori.

— Il municipio di Mistretta è sempre fermo nel proponimento di istituire una scuola tecnica agraria. Esso ha deliberato di destinare all'uopo lire 900, quella stessa somma che ha riscosso come quarto

concesso dall'art. 35 della legge 7 luglio 1866 sulla soppressione delle corporazioni religiose.

— Le cavallette minacciano un altro punto della nostra isola: il territorio di Lentini. Sappiamo però che il prefetto di Siracusa ha impegnato il sindaco del luogo a prendere seri provvedimenti, e che questi sono stati già presi.

— Nell'*Adige* di Verona troviamo la seguente minuta descrizione del *Dinamometro differenziale*, secondo alcune nuove osservazioni del signor De Battisti:

Un nostro concittadino, che più volte si distinse in fatto di lavori meccanici, ha testé ultimata una macchina, che per lo scopo al quale si volge, invitiamo venga esaminata, sponendola a ciò anche dalle parole lusinghiere pronunciate da alcuni intelligenti che la visitarono.

Il signor De Battisti, tale è il nome del prefato meccanico, conoscendo come i corpi per effetto di quella causa che li sollecita a cadere sulla superficie terrestre, e che si conosce col nome di gravità, aumentano del loro peso coll'avvicinarsi al centro della terra, mentre assolutamente vanno difettandone quanto più da quello vengano allontanati, e ciò in ragione dei quadrati delle distanze, pensò di trovare un mezzo per convincere praticamente della sussistenza di tale matematico assioma.

La prima cosa a cui doveva rispondere era certo quella di saper trovare modo per valutare il peso di un corpo senza giungere a questo scopo facendo uso d'altro peso. La risoluzione del quesito la si trova in quella proprietà fisica sulla quale si basano i dinamometri, quella cioè che le flessioni delle molle sono proporzionali ai pesi che le cagionano. Quindi ecco che usando di questa si esclude la compensazione degli effetti prodotti dalla gravità per la quale due pesi che si verificano eguali in un dato luogo, effettivamente più non lo sono trasportati che siano uno per esempio al polo, l'altro all'equatore, il primo crescendo, l'altro diminuendo il suo peso; come pure due pendoli di eguale lunghezza nei luoghi succitati non darebbero isocrona oscillazione, mentre due pesi eguali tanto al polo che all'equatore si farebbero equilibrio, notando però che il peso loro assoluto sarebbe nel due casi indubbiamente diverso.

Superata per tal guisa una prima difficoltà, servendosi di una molla per equilibrare un peso, altre se ne presentarono nella costruzione dell'apparato, che come vedremo furono lodovolemente svasate.

Veniamo ora alla descrizione della macchina.

Essa consiste in una molla cilindrica di ferro battuto foggata a mo' di chiochiola doppia, le due estremità della quale sono unite ad un pezzo d'acciaio da cui sporgono due labbra entranti negli occhielli di un pezzo lavorato a guisa di ferro di cavallo, che, per effetto della molla, tende ad abbassare la leva sopportante il peso. Le esperienze si devono eseguire dopo aver collocata la macchina in posizione perfettamente orizzontale, cosa facilmente conseguibile mediante un pendolo ed i piedi a vite dello stesso apparato.

Nello stato d'equilibrio la molla per mezzo della sua appendice sviluppa tanto di forza, quanto è lo sforzo esercitato dal peso che tende a sollevare la leva; per cui se il grave diminuirà del suo peso col crescere dell'altezza sul livello del mare, la molla, naturalmente inflettendosi in minor modo avvertirà e preciserà la perdita patita. La leva pur è composta di tre bracci, che non possono né aumentare, né diminuire nella loro lunghezza, perchè costituiti da diversi metalli, la disposizione dei quali è tale da compensare le probabili variazioni derivanti in causa della temperatura; cosa alla quale dove pensare, dipendendo dalla costante lunghezza dei bracci di leva la esatta indicazione del maggior o minor peso a cui deve far equilibrio la molla. Per indicare poi se nel peso vi sia reale diminuzione e quale sia, serve un ago d'ottone, il cui centro di gravità cade nel centro di rotazione. Esso ago vien messo in moto da una catenella a nastro d'acciaio tenuta in freno da una catenella unita ad n'asta che fa capo al braccio di leva su cui si carica il peso.

Un quadrante metallico graduato fisso sullo stesso piano verticale del centro di rotazione dell'indice denota la differente pressione che modifica lo stato della macchina. Per un di più sugli appoggi del quadrante dispose convenientemente delle aste costituenti un termometro metallico, che, indicando le varie temperature, dimostra come il valore non abbia influenza alcuna sull'apparato. Finalmente fu cura dell'inventore il non dar luogo a nessuna attrito radente, che di legieri potrebbe apportare degli sconcerti apprezzabili, e di mettere opportunamente dei pezzi secondari, che servono a fermare le parti della macchina durante il trasporto della medesima.

L'impresa non era delle più facili, inquantochè necessitava rispondere a diversi quesiti; ma la fermezza e l'ingegno dell'artista tutto superarono, ed in oggi può perchè volle mettere al giudizio degli intelligenti questa sua nuova invenzione, i risultati pratici della quale ci affretteremo ad annunciare, tosto che i dotti della città se ne saranno occupati in modo anche da decidere se il *Dinamometro differenziale* del De Battisti sia degno dei gabinetti di fisica e di meccanica, quantunque i risultati sperimentali non si ottengano in una sala.

— L'*Osservatore Triestino* del 25 corrente ha il seguente avviso:

L'I. R. ufficio centrale di porto e sanità marittima porta a pubblica notizia che ieri mattina fu constatata la presenza d'un pesce cane, della lunghezza di circa dieci piedi nelle vicinanze del Molo Giuseppe.

Il più prezioso monumento che noi possediamo sulla geografia dell'Impero Romano è la *Tabula di Peutinger*, il cui originale conservasi a Vienna. I Tedeschi l'hanno pubblicata e sulla reputazione loro di coscienza esattezza pensavasi che l'edizione doveva essere perfetta. Ma, or sono alcuni anni, uno dei nostri dotti, il signor Alfredo Maury, avuta l'opportunità di confrontare l'edizione coll'originale, la trovò difettosa e notò il fatto. Il signor Desjardins lo verificò. Il numero e la gravità degli errori gli parvero tali che una nuova edizione divenne a suo avviso necessaria. S. E. il signor Duruy, convinto dell'utilità di questo grande lavoro, volle compierlo a spese del suo dipartimento. L'edizione francese della *Tabula di Peutinger* viene pubblicata dalla Libreria Hachette. Il testo è grande in-folio, e già sono uscite tre dispense. Il signor Desjardins le fa precedere da una introduzione storica e critica. Varrà apprendere, un indice, notizie e carte incise colla massima diligenza son destinate a rischiare sotto tutti gli aspetti questo notabile monumento della geografia antica. (*Journ. Officiel*)

## DIARIO

Cominciando dal 26 corrente S. E. il Ministro di Stato francese sig. Rouher cessò di reggere l'*interim* del Ministero degli esteri, e S. E. il marchese di La Valette riprese la direzione del Ministero medesimo.

La nuova Camera elettiva di Francia terrà nel corso del giugno una breve sessione

per occuparsi principalmente della verifica dei poteri. Questa sessione comincerà una quindicina di giorni dopo gli scrutini di ballottaggio, cioè verso il 22 giugno e terminerebbe sullo scorcio del luglio.

Si annunzia che la Commissione franco-belga inaugurerà i suoi lavori in principio della ventura settimana. Le sue deliberazioni secondo le informazioni del *Mémorial diplomatique* verranno inaugurate da S. E. il marchese di La Valette.

La partenza della Corte imperiale di Francia per Fontainebleau è fissata a giovedì 5 giugno prossimo.

È smentita la notizia che il Ministro austriaco per le finanze barone di Becke debba recarsi a Costantinopoli come ambasciatore in sostituzione del barone di Prokesch-Osten.

Scrivono da Madrid 25 che la Spagna ha concluso col Giappone un trattato di commercio.

Il matrimonio di S. A. R. il Principe ereditario di Danimarca con S. A. R. la Principessa Luigia erede presuntiva della corona di Svezia e Norvegia è fissato pel giorno 27 luglio venturo.

Il Principe ereditario di Danimarca giunse il 25 a Londra. Venne ricevuto dal principe e dalla principessa di Galles.

Nell'Equatore è scoppiata una insurrezione il cui scopo era di deporre il signor Garcia Moreno presidente provvisorio della Repubblica. L'ordine venne ristabilito, ma si ebbero a deplorare parecchie vittime.

Il 9 aprile scorso il Governo del Chili informò ufficialmente il Gabinetto di Lima che egli aderiva al protocollo sottoscritto il 2 gennaio precedente dai rappresentanti del Perù, della Bolivia e del suo stesso agente all'oggetto di accettare la mediazione degli Stati Uniti nel conflitto ispano-americano.

Gli Stati Confederati stanno occupandosi della nomina dei rispettivi plenipotenziari i quali si recheranno a Washington per trattarvi della pace.

## DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 28.

## Chiusura della Borsa.

Rendita francese 3 % . . . . . 71 80 71 52  
Id. italiana 5 % . . . . . 58 20 57 67

## Valori diversi.

Ferrovie lombardo-venete . . . 496 — 486 —  
Obbligazioni . . . . . 234 — 234 50  
Ferrovie romane . . . . . 66 — 67 —  
Obbligazioni . . . . . 137 50 137 —  
Obblig. ferr. Vitt. Em. 1863. 132 50 153 —  
Obbligazioni ferr. merid. . . . 164 — 163 50  
Cambio sull'Italia . . . . . 3 3/4 3 7/8  
Credito mobiliare francese . . . 256 — 255 —  
Obblig. della Regia Tabacchi . 440 — 437 —  
Azioni id. id. . . . . 638 — 637 —

Vienna, 28.

Cambio su Londra . . . . . — —

Londra, 28.

Consolidati inglesi . . . . . 93 7/8 93 7/8

Bombay, 8 maggio.  
Corre voce che l'Emiro di Cabul marci contro l'Herat con 40,000 uomini.

Trieste, 28.

Il viceré d'Egitto è arrivato alle ore 1 1/2 antimeridiane. Le autorità civili e militari, e alcune corporazioni andarono a fargli visita. Sono pure arrivati due aiutanti dell'Imperatore per salutarlo a nome di S. M. e per accompagnarlo a Vienna. S. A. visiterà oggi alcuni stabilimenti e partirà domani mattina.

Roma, 28.

Il Papa è partito per Castel Gandolfo e ritornerà qui lunedì o martedì.

Berlino, 28.

Il viaggio di S. M. nell'Annover fu ancora agitato.

Il Reichstag adottò la proposta di regolare le questioni relative alla prestazione delle imposte comunali a favore dei militari nel senso dell'unità dell'esercito federale. Nella discussione si è manifestata una grande divergenza di opinioni tra il commissario della Prussia e quello dell'Assia. Quest'ultimo ha combattuto l'unità militare.

Parigi, 28.

Nella giornata di ieri la tranquillità non fu turbata nelle città delle provincie.

Il Consiglio dei ministri si è riunito questa mattina e si riunirà anche domani.

La *Presse* annunzia che a Siviglia e a Malaga sono scoppiati seri tumulti e che si sono fatte violente dimostrazioni contro il governo provvisorio.

## UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 28 maggio 1869, ore 1 pom.

Continuò l'alzamento del barometro di 2 a 3 mm. La pressione è sopra la normale.

Domina il vento di sud-est; il Mediterraneo è mosso.

Il barometro si è alzato di 10 mm. nel nord-ovest d'Europa.

Si stabilisce il bel tempo.

## OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze  
Nel giorno 28 maggio 1869.

	O R E		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero . . . . .	757,2	756,1	756,0
Termometro centigrado . . . . .	25,0	32,0	14,5
Umidità relativa . . . . .	60,0	28,0	40,0
Stato del cielo . . . . .	sereno	sereno	sereno
Vento { direzione . . . forza . . . . .	O debole	e nuvoli S debole	e nuvoli S debole
Temperatura massima . . . . .	+ 33,0		
Temperatura minima . . . . .	+ 15,0		

## SPETTACOLI D'OGGI

TEATRO DELLE LOGGE, a ore 8 — La Compagnia drammatica piemontese diretta dal cav. Toselli rappresenta: *Rispetta tua fama*.  
ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Comp. Coltellini e Vernier rappresenta: *Saffo*.  
ARENA GOLDONI, ore 5 — La drammatica Compagnia diretta da Buonamici rappresenta: *Miss Mutton*.

FRANCESCO BARBERIS, gerente.

## LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (Firenze, 29 maggio 1869)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI		FINE CORR.		FINE PROSSIMO		NOMINALE
			L	D	L	D	L	D	
Rendita italiana 5 0/0 . . . . .	god. 1 genn. 1869				59 52	59 47	59 82	59 80	
Rendita italiana 3 0/0 . . . . .	1 aprile 1868		35 75	35 65					
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib. . . . .	1 aprile 1868				79 55	79 45			
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 . . . . .									84 70
Az. Regia coint. Tab. (carta) . . . . .		500			649	647			
Obb. 6 0/0 regia Tab. 1868 Titoli provv. (oro) trattabile in carta . . . . .	1 genn. 1869	500			452 1/2	451 1/2			
Imprestito Ferriere 5 0/0 . . . . .	1 luglio 1868	840							
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10 . . . . .	id.	480							
Azioni della Banca Naz. Toscana . . . . .	1 genn. 1869	1000							1912
Dette Banca Naz. Regno d'Italia . . . . .	1 genn. 1869	1000							1980
Cassa di sconto Toscana in sott. . . . .		250							
Banca di Credito italiano . . . . .		500							
Azioni del Credito Mobil. ital. . . . .		1000							
Obbl. Tabacco 5 0/0 . . . . .		500							
Azioni delle SS. FF. Romane . . . . .		500							
Dette con privilez. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane) . . . . .		500							
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. . . . .		500							
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. . . . .	1 luglio 1868	420			226	224			
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD . . . . .	id.	420			183	179			
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar. . . . .		500							
Azioni SS. FF. Meridionali . . . . .	1 genn. 1869	500			336	335	339	338	
Obbl. 3 0/0 delle dette . . . . .	1 aprile 1868	500							171
Obbl. dem. 5 0/0 in s. comp. di 11 . . . . .	id.	505			435 1/2	434 1/2			
Dette in serie non comp. . . . .		505							
Dette in serie piov. . . . .		505							
Obbl. SS. FF. Vittorio Emanuele . . . . .	id.	500							
Imprestito comunale 5 0/0 . . . . .		500							
Detto in sottoscrizione . . . . .		500							
Detto liberate . . . . .		500							
Imprestito comunale di Napoli . . . . .		150							
Detto di Siena . . . . .		500							
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . . . . .	1 luglio 1868								60
3 0/0 idem . . . . .	1 aprile 1868								36
Imprestito Nazion. piccoli pezzi . . . . .									80
Nuovo impr. della città di Firenze in oro 1 aprile		250 190	189						
Obbl. fondarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . . . . .		500							405

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno . . . . .	8			Venezia off. gar. . . . .	30			Londra . . . a vista			
do . . . . .	30			Triesta . . . . .	30			do . . . . .			
do . . . . .	60			do . . . . .	30			do . . . . .			
Roma . . . . .	30			Vienna . . . . .	30			Parigi . . . a vista	25 90	25 85	
Bologna . . . . .	30			do . . . . .	30			do . . . . .	1/3 5/8	1/3 1/2	
Ascona . . . . .	30			do . . . . .	30			do . . . . .			
Napoli . . . . .	30			Augusta . . . . .	30			do . . . . .			
Milano . . . . .	30			do . . . . .	30			Lione . . . . .			
Genova . . . . .	30			Francoforte . . . . .	30			do . . . . .			
Torino . . . . .	30			Amsterdam . . . . .	90			Marsiglia . . . . .			
				Amburgo . . . . .	90			Napoleoni d'oro . . . . .	20 71	20 6	
								Scorta Banca 0/0 . . . . .			



